



Sommaire N° 7-8 (2018)

du 5 au 11 mars 2018

Editorial

Xi Jinping franchit le Rubicon

Politique

Xi Jinping ou le retour au pouvoir solitaire

Politique

Nouveau régime, Constitution, institutions

Politique

Les deux Assemblées - Les nominés sont...

Portrait

Chen Min'er, le protégé de Xi Jinping

Technologies & Internet

Les « Big Data » au Guizhou : miracle ou mirage ?

Société

Les péripéties du Chunjie

Petit Peuple

Nanchong (Sichuan) : He Xiaoping, le terrible secret de famille (3ème partie)

Rendez-vous

Semaine du 5 au 11 mars 2018

Editorial : Xi Jinping franchit le Rubicon

Fin février, le Président Xi Jinping a franchi le Rubicon en présentant un amendement visant à prolonger son **mandat** au-delà de la limite prescrite par la **Constitution** (10 ans). C'est une action qu'il méditait depuis longtemps, et que ses prédécesseurs Jiang Zemin et Hu Jintao avaient également tentée — en vain. Suite à cette annonce, les réseaux sociaux ne tardèrent pas à réagir avec des commentaires comme « *effrayant, Mao, Empereur, Pyongyang, Napoléon, migration* » - autant de mots-clés vite censurés. De leur côté, les franges intellectuelles, voire religieuses ou financières de la société s'inquiètent... Le Quotidien du Peuple s'empressa alors de préciser que cela ne voulait pas dire que Xi Jinping resterait au pouvoir à vie, et que cela dépendrait de son état de santé.

Xi avait préparé le terrain en relançant à son profit le culte de la **personnalité**. Soigneusement nié par le Parti, ce culte est déployé très activement par la propagande qui publie en de nombreuses langues les livres de ses « pensées », et les reproduit sur des bannières rouges à travers les rues du pays. Chacune de ses visites dans des villages ou provinces pauvres sont médiatisées. La presse le désigne par des titres déférents, tel celui de « respecté leader » (*lingxiu*—领袖).

Le 19 février, une campagne démarrait pour conseiller au citoyen de rentrer chez ses parents « *tenir sa mère par la main, comme le fait Xi Jinping* » (cf photo) - ce dernier étant affiché comme l'archétype de la **piété filiale**.

Une partie de la population, notamment les paysans et les ouvriers, lui accorde une opinion largement **favorable**—lui sachant gré de sa campagne virulente contre les cadres corrompus, « mouches », « tigres ». A présent la cote de popularité de Xi sera-t-elle affectée par le fait qu'il puisse désormais se maintenir au pouvoir en durée illimitée ? Une partie de la réponse tiendra en sa capacité et à sa volonté de s'engager dans les **réformes** (*qui n'ont pas eu lieu*

durant le 1er quinquennat), et leur soutien par l'administration, les provinces et la société au sens large.

Aujourd'hui, très peu parient sur la possibilité de voir advenir de profonds changements structurels réformistes.

Autre sujet : le 25 février se déroulait à **Pyeongchang** (Corée du Sud) la cérémonie de clôture des **JO d'hiver**. Le cinéaste chinois **Zhang Yimou** en assura les 8 dernières minutes en un show somptueux combinant faisceaux laser, images de synthèse et patineurs sur leur écran de glace.

C'est ainsi qu'avait lieu le passage de témoin à la Chine, hôte des prochains jeux d'hiver de **2022** entre Pékin, Yanqing et Zhangjiakou. Dès maintenant, au vu des 3,9 milliards de \$ jetés dans l'aventure, on devine que ces seconds JO pékinois en 14 ans seront une réussite, avec TGV dévorant en 50 minutes les 140km entre Zhangjiakou et Pékin, et centres de glisse (bobsleigh, luge, ski alpin et ski nordique) à la pointe de la technologie. Même la neige sera garantie, sur des pentes naturellement arides, mais qui se pareront pour la fête de [neige artificielle](#).

Par contre, rien ne présage une foison de **médailles** chinoises en 2022. En effet, à Pyeongchang, même avec des équipements importés et des entraîneurs étrangers, les 82 athlètes chinois n'ont obtenu que **9 médailles**, dont une seule en or. La Chine se classe ainsi 16ème (quatre rangs plus bas qu'à Sotchi en 2014). C'est peu, surtout par rapport aux JO d'été à Pékin en 2008, où elle finissait 1ère, avec 100 breloques pile, dont 51 médailles en or. Ces JO de 2022 auront sans doute un autre but : dans cinq ans, la Chine veut disposer de 650 patinoires, 800 stations de ski, et 300 millions d'amateurs chinois s'adonnant au moins une fois par an à un sport de neige ou de glace. Mais pour développer ce secteur de sports et loisirs en pleine expansion, tout reste à faire.

Politique : Xi Jinping ou le retour au pouvoir solitaire



Le 25 février, Xinhua présente un amendement à la Constitution de 1982, qui va changer la donne du jeu politique du pays. Le Parti s'apprête à faire disparaître la limite de **deux mandats consécutifs** (10 ans) du **Président** de la République et du vice-Président. L'Assemblée Nationale Populaire (ANP), en Plenum à partir du 5 mars, doit simplement valider la proposition. Rien ne semble donc s'opposer à un 3ème ou 4ème mandat (2028 ou 2032) pour le Président **Xi Jinping**, voire un mandat à vie. Cet arrimage sans limite d'un leader à son siège ressemble à la stratégie d'un **Vladimir Poutine**, que Xi admire ouvertement.

Cette tentative pour Xi de se succéder à lui-même, constitue un virage à 180 degrés dans l'histoire du socialisme chinois. En 1982, **Deng Xiaoping** avait voulu bloquer toute tentation dynastique comme celle dont la Chine venait de souffrir sous Mao, le Grand Timonier. En accord avec la direction collégiale de l'époque, Deng voulait éviter le retour d'un autre *Grand Bond en avant*, d'une autre *Révolution culturelle* qui avaient failli coûter le pouvoir au Parti. Désormais, tout leader ne servirait plus que 10 ans (deux quinquennats), et ne pourrait plus désigner son successeur direct, qu'il aurait pu manipuler.

Après Deng, divers 1ers Secrétaires avaient voulu tordre la règle –tel **Jiang Zemin** (de 1989 à 2002), tentant de se faire reconnaître *Président du Parti* – un titre que seul Mao avait reçu. Il brigua un 3ème quinquennat, puis le pouvoir suprême pour son lieutenant **Zeng Qinghong**. Mais chaque tentative échouait, face au mur d'un Bureau Politique déterminé à conserver l'héritage de Deng. Jusqu'à aujourd'hui, les décisions se prenaient collégialement

au sein du **Bureau Politique** de 25 membres, ou du **Comité Permanent** de 7 membres actuellement -- la voix du 1er Secrétaire n'y comptait pas plus que celle des autres. Mais tout ce système est désormais menacé : tandis que les membres des organes suprêmes continueront de changer à chaque quinquennat, le Président et le vice-Président eux resteront. Ils concentreront du pouvoir, des réseaux, et décideront quels seront les prochains membres des organes suprêmes. C'est le retour au pouvoir présidentiel.

En fait, cette suppression de la limite du mandat présidentiel, est le point d'orgue d'une action préparée de longue date. En 2016, Xi Jinping faisait endosser par les provinces et régions militaires, son nouveau titre de « noyau » du Parti, s'octroyant ainsi un poids moral supérieur aux autres. En 2017, lors du 19ème Congrès, il faisait enchâsser sa *pensée* dans la Constitution du Parti. De même, dans la presse et les discours publics, il se faisait désigner d'un nouveau titre, *lingxiu* (grand leader). Dans les années à venir, d'autres honneurs sont envisageables, tel un titre de *dangzhuxi* (党主席, Président du Parti) qui le mettrait à l'égal de Mao.

La chronologie de publication de cet amendement au mandat du Président laisse toutefois suspecter que son acceptation n'a pas été facile au sein du Parti : elle a été précédée depuis janvier par une kyrielle de meetings tantôt anticipés, tantôt secrets, tous visant, l'un après l'autre, à doter d'une majorité (d'une légitimité constitutionnelle) ce changement aux **règles de succession**.

L'amendement du 25 février est présenté comme ayant été adopté au **2nd Plenum** du Comité Central des 18-19 janvier –avec une série d'autres dont la liste était restée impubliée à l'époque. Elle n'aurait été signée que le 26 janvier –mais aucune réunion au sommet n'était signalée ce jour-là. La séance mensuelle du Bureau Politique qui se tenait le 30 janvier, ne publiait toujours pas ces amendements vieux de 4 jours... Une autre réunion du Bureau Politique se tenait le 24 février, pour ordonner enfin cette publication le 25.

Mais ce n'était pas fini : les 26-28 février avait lieu un **3ème Plenum** du Comité Central extrêmement anticipé – l'agenda prévoit habituellement cette réunion à l'automne. Son vote à mains levées et sous contrôle strict, donnait enfin le feu vert « constitutionnel » permettant de transmettre les amendements aux députés de l'ANP (5-15 mars).

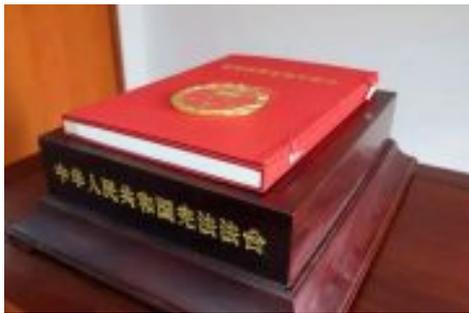
Ce passage au forceps ne peut qu'accentuer l'impression dominante : Xi Jinping concentrait déjà les pouvoirs civil (chef de l'Etat), de défense (Président de la Commission centrale militaire) et du Parti (1er Secrétaire). Il ne lui manquait que celui de la **durée** et il vient de le prendre en domptant l'opposition interne, se donnant ainsi les mains libres pour imposer son style de gouvernance et sa poigne.

Le risque, selon le professeur Carl Minzner, réside dans une concentration excessive des pouvoirs et l'impossibilité pour une seule personne, même bien secondée, de prendre toujours les bonnes décisions –y compris face à des provinces à problèmes, à des secteurs industriels, des entreprises à protéger ou à fermer, de concessions à faire aux puissances commerciales partenaires-Etats-Unis, Inde ou Union Européenne.

À long terme se profilent d'autres aléas : jusqu'à quel point la remise en cause des normes politiques, héritage du Parti, va-t-elle aller ? Mener une politique répressive contre les cadres provinciaux (campagne anti-corruption), peut les amener à se liguer pour la défense de leurs intérêts. Trop de censure et de discipline par la peur, risque de déstabiliser l'organisation immense qu'est le Parti Communiste (*82 millions de membres mais dont la majorité ne joue aucun rôle en interne*), et d'inciter la chaîne décisionnelle à une obéissance passive, dénaturant les projets de réforme.

Au sein de la société, cette reconcentration des pouvoirs risque d'éteindre l'esprit d'entreprise de la jeunesse, d'étouffer l'initiative dans les universités, les start-ups... Mais elle peut aussi aider à nettoyer cette société du chancre de la corruption. Un mal pour un bien ?

Politique : Nouveau régime, Constitution, institutions



La possibilité de voir se maintenir Xi Jinping au pouvoir à vie semble inspiré par le style de pouvoir à la Mao. Un nombre de raisons viennent à l'esprit :

- La première est l'amère leçon qu'a tirée Xi Jinping du *Printemps de Pékin* de 1989 et parallèlement, de *l'implosion du Parti « frère » soviétique* suite aux « *compromissions* » de Gorbatchev, le premier Secrétaire de l'époque vis-à-vis de la démocratie occidentale. A son arrivée au pouvoir en 2013 à Pékin, face à une assemblée très privée d'un millier de descendants des leaders historiques, Xi promettait de s'ériger en gardien du temple du Parti.

- À la suppression de la limite à deux quinquennats pour le Président, une autre raison est l'éternelle *guerre d'influence* qui se livre en interne au PCC. D'aucuns lisent dans l'initiative de Xi, une volonté de démanteler l'influence de l'ex-Président Jiang Zemin, qui avait en 13 ans placé ses hommes à de nombreux postes-clé. De fait, jusqu'en 2017, armée, police et tutelles financières restaient aux mains de son « *club de Shanghai* ». Ce dernier aurait même provoqué le crash boursier de 2015 à seule fin d'affaiblir Xi. A présent, en s'en donnant le temps, Xi s'assure de pouvoir évincer un à un ce qui reste de ses rivaux.

- Autre raison : ce gain de temps va apporter à Xi un *atout décisif à l'international*. Les démocraties occidentales elles, changent de chef de gouvernement tous les quatre à cinq ans. Or, un Xi aux manettes pour 15 ans ou plus, est un gage de stabilité pour réaliser ses grandes ambitions pour la Chine. Profitant du repli identitaire de l'Amérique de Trump, la Chine vise à

devenir la 1ère puissance commerciale et militaire d'Asie du Sud-Est... pour commencer. Pour cela, elle a lancé l'AIB (Banque Asiatique d'Investissement en Infrastructures), la BRI (Belt & Road Initiative), le Sommet sino-africain (prochain meeting à Pékin en septembre 2018), et pris sept îlots de mer de Chine du Sud. Tous ces chantiers voient leurs chances de succès boostées par le mandat à long terme de Xi Jinping. Face aux USA, à l'Europe, ce cadre stable pourrait aider à la réussite de palabres concernant le libre-échange. Sur Taiwan, Pékin exercera plus de pressions—sans aller jusqu'à une guerre de reconquête qui signerait un désastre mutuel— pour la forcer à se réintégrer à la nation. En somme, tout dans cette action favorisera la montée en puissance du pays sur le plan international, ce qui pourra à la longue faire accepter par l'opinion chinoise l'évident recul de ses libertés.

Pour asseoir son pouvoir, Xi Jinping fait passer d'autres **amendements à la Constitution**.

Parmi les amendements figurent celui de la « *pensée de Xi Jinping du socialisme à la chinoise de la nouvelle ère* ». La Constitution prétend également bâtir « *une communauté de destin pour l'humanité* », et rappelle que « *la direction du Parti est la caractéristique déterminante du socialisme à la chinoise* ». La Constitution imposera aussi à tout jeune cadre de prêter serment devant elle. Ici se dévoile un paradoxe : jusqu'en 2012, un courant d'opinion militait pour le *constitutionnalisme*. La Constitution devait être le garde-fou contre les excès du régime, la garantie d'une marche vers l'Etat de droit. Xi avait alors vite étouffé ces voix. Mais une fois ce texte amendé selon les besoins du régime, elle peut être sanctifiée et présentée comme un texte phare de la nation—comme le réclamaient les dissidents. Question de nuance...

Enfin, elle affirme la mission du Conseil d'Etat d'« *avancement écologique* ».

Un dernier amendement essentiel introduit le nouvel organe central de la **Commission Nationale de Supervision** (CNS), concrétisant la promesse de Xi

Jinping de « *mettre en cage* » les cadres corrompus. Fusion des branches anti-corruption de la Commission Centrale d'Inspection de la Discipline (CCID, *police interne du Parti*) et de la Sécurité d'Etat, elle existait déjà depuis 18 mois aux niveaux intermédiaires. Un sommet de la CCID des 11 au 13 janvier vient de rajouter le niveau national.

La CNS est le plus puissant organe du pays, au-dessus des organes judiciaires et des corps de police, et au même niveau que le Conseil d'Etat qui ne peut interférer dans sa mission... Sa charte est la **loi de supervision**, à adopter lors de cette session de l'ANP. Elle pourra enquêter sur tout employé du secteur public : juge, professeur, médecin, cadre en entreprise publique, membre ou non du Parti. Coupables ou suspects, ils pourront être emprisonnés trois mois sans mandat d'arrêt ni avocat, dans le cadre d'un système de *liuzhi* (留滞, « détention ») remplaçant le *shuanggui* (双规, « double investigation ») de sinistre mémoire.

Selon la rumeur, un autre nouvel organe va tenter de reprendre en main le *contrôle des finances*. Les **tutelles** de l'assurance, la banque et la bourse (CIRC, CBRC, CSRC) seraient placées sous un Comité pour le Développement et la Stabilité Financière (CDSF) présidé par Liu He, le fidèle de Xi. Une raison à cette volonté de reprendre le contrôle sur la finance est la volonté d'éliminer les « *angles morts* » par lesquels les compagnies financières jouant sur les trois tableaux, échappaient de plus en plus aux contrôles, et se finançaient régulièrement sur les marchés gris tout en exportant des fonds illégalement. Une autre raison est à trouver dans le noyautage ancien des tutelles par le club de Shanghai, et dans la rareté des hauts cadres compétents en ce type de tutelle, et surtout fiables aux yeux de Xi.

Enfin la **Banque Centrale** devrait conserver la main sur la politique et le marché monétaire, et les marchés d'échange en devises. Son but, la convertibilité du yuan, deviendra possible dès que la stabilité, et l'audace de l'équipe dirigeante le permettront.

Politique : Les deux Assemblées – Les nominés sont...



Comme chaque année, les « **deux Assemblées** » (两会- liǎnghuì), *Conférence Consultative Politique du Peuple Chinois* (CCPPC de 2158 membres) et *Assemblée Nationale Populaire* (ANP, 2800 membres), siègeront du 3 au 13 mars et du 5 au 15 mars. Cette session permettra au régime de présenter le gouvernement tout frais promu pour le quinquennat qui débute après avoir renouvelé lors du 19ème Congrès en novembre les organes du Parti.

A la **CCPPC**, c'est le remue-ménage : 63% des membres partent en retraite ou sont remplacés par des édiles considérés comme plus fiables ou plus présentables. Parmi les écartés figurent **Mao Xinyu** le fantasque petit-fils du Grand Timonier, **Li Xiaolin** fille de l'ex-1er ministre Li Peng, **Liu Xiang** le médaillé olympique aux 110m haies, **Mo Yan** le prix Nobel de littérature, **Chen Kaige** l'emblématique cinéaste. Aucun suspense n'est à attendre pour les Présidences de ces organes – arrêtées depuis le 19ème Congrès : l'ANP sera dirigé par **Li Zhanshu** le n°3 du Parti (67 ans), et la CCPPC par **Wang Yang** le n°4 (62 ans).

Sans surprise, **Wang Qishan**, l'ex-gourou de la **CCID**, devrait faire son *come-back*. Ayant atteint la limite d'âge de 69 ans au 19ème Congrès, il s'était retiré de tous ses mandats—même de son siège au Comité Permanent, l'organe suprême. Cette "application" apparente de la règle avait permis à Xi Jinping de forcer le départ à la retraite de 4 autres compagnons de **Jiang Zemin** pour la plupart. Mais à peine ces adversaires remisés, en un tour de passe-passe, voilà **Wang Qishan** de retour, imminent vice-Président de la République.

Li Yuanchao (67 ans), qui tient le poste de **vice-Président** encore pour quelques jours, était un proche de l'ancien Président **Hu Jintao**. Il n'en avait pas fallu plus pour qu'il reste sur le banc de touche tout au long du quinquennat précédent, pour finalement perdre son poste au Comité Central de novembre 2017. Il est

rarissime qu'un homme à ce niveau de l'appareil, soit privé du droit à exercer son second mandat. Jusqu'alors la charge de vice-Président était *honorifique*. Avec **Wang Qishan**, elle devrait prendre une autre envergure. Proche de Xi depuis la Révolution culturelle, expert des USA où il connaît comme sa poche les sphères dirigeantes, il devrait suivre les relations sino-américaines pour tenter de mitiger les menaces de guerre commerciale de Trump. Et bien sûr continuer à conseiller Xi dans la lutte anti-corruption.

Li Keqiang (62 ans) est si marginalisé qu'il n'est plus besoin de l'écartier—il peut rester Premier ministre. Mais il devrait être flanqué de quatre ou cinq vice-Premiers. Le vice-1er « *exécutif* » serait **Han Zheng**, (63 ans), ex-maire de Shanghai (2003-2012). Membre du Comité Permanent, ce lieutenant de **Jiang Zemin**, ayant réussi son réalignement à Xi Jinping, devrait entre autres être en charge de la protection environnementale et de l'organisation des JO de 2022. Mais ce « *rallié* » n'appartient pas à la garde rapprochée de Xi. Il devrait donc perdre l'initiative Belt & Road (BRI), dont son prédécesseur **Zhang Gaoli** avait la charge. Au passage, le cas de **Han Zheng** est là pour rappeler que dans l'avancement, l'ancienneté conserve ses droits, et que Xi Jinping doit faire des compromis avec les autres tendances.

Seule femme au Bureau Politique, **Sun Chunlan**, 67 ans, recevrait aussi ce « *bâton de maréchal* » de vice-première, dans la foulée de Mme **Liu Yandong**. Elle gèrera l'éducation, la culture, la santé, les sports (y compris la réforme du football).

Hu Chunhua, 54 ans, qui était le poulain de **Hu Jintao** pour succéder à Xi Jinping en 2022, est pressenti au poste de vice-Premier, avec le portefeuille de l'agriculture et en charge du programme, cher à Xi, de lutte contre la pauvreté (Hu étant lui-même issu d'une famille extrêmement pauvre du Hubei). Un lot de consolation pour la perte de ses chances de succession...

Bras droit de Xi en affaires économiques, **Liu He** (66 ans) devrait reprendre la charge de vice-Premier de **Ma Kai**, dans la finance, l'industrie et les transports. Il deviendra le Président du Comité de Développement de la Stabilité Financière, alors que la rumeur d'une fusion des tutelles de la banques, de l'assurance et peut-être de la bourse, enfle. Liu est aussi bien placé pour récupérer le portefeuille de l'initiative

Ceintures et Routes (BRI). Le 24 janvier à Davos, Liu assurait que la Chine allait s'ouvrir économiquement cette année « *d'une ampleur que nul ne soupçonne pour l'instant* ». Enfin, juste avant l'ouverture des deux assemblées, Liu He se trouvait en mission à Washington pour rassurer Trump sur les projets à long terme de Xi Jinping et aussi négocier des concessions commerciales dans l'espoir d'éteindre la mèche déjà allumée d'un conflit commercial sino-américain.

Yang Jiechi le diplomate conseiller d'Etat (67 ans) aurait également des chances de devenir vice-1er. Ce serait une première fois dans l'histoire du pays que les Affaires étrangères soient représentées à si haut niveau du gouvernement. **Wang Yi** (64 ans), l'actuel ministre des Affaires étrangères, reprendrait le poste de conseiller d'Etat de Yang. Lui succéderait son n°2 **Zhang Yesui**, (64 ans) ancien ambassadeur aux USA (2010-2013) et auprès des Nations Unies.

L'actuel ministre des Finances **Xiao Jie** (60 ans) serait promu conseiller d'Etat, et **Ding Xuedong** (57 ans) actuel n°2 au secrétariat du Conseil d'Etat, reprendrait sa charge.

Actuel patron de la CBRC, **Guo Shuqing**, 62 ans, pourrait remplacer l'irremplaçable **Zhou Xiaochuan**, 70 ans, Gouverneur de la Banque Centrale depuis 2002.

Un des n°2 de la Commission Militaire Centrale, le Général **Wei Fenghe**, passerait ministre de la Défense et conseiller d'Etat.

Zhao Kezhi (64 ans) ex-n°1 du Hebei, allié de Xi Jinping, depuis décembre 2017 ministre de la Sécurité Publique passerait Conseiller d'Etat. Sa promotion ministérielle brise une hégémonie de **Jiang Zemin** sur ce maroquin depuis des décennies.

Si certains montent, la chute est brutale pour d'autres, tels **Wu Xiaohui** PDG d'**Anbang**, 3ème groupe privé d'assurances ; l'ex-conseiller d'Etat **Yang Jing** (sur dénonciation du milliardaire **Xiao Jianhua**, lui-même en prison depuis décembre) ; **Lu Wei** (57 ans), l'ex-patron de la censure sur internet, est expulsé du Parti le 13 février. **Ye Jianming** (40 ans), président fondateur de la compagnie **CEFC** de commerce des hydrocarbures (50.000 employés, exercice annuel de 40 milliards de \$), tombe, peut-être pour avoir osé racheter 14% du groupe stratégique russe **Rosneft**, (9 milliards de \$) - un dossier trop stratégique pour le privé et une chasse gardée de l'Etat chinois.

Portrait : Chen Min'er, le protégé de Xi Jinping



En tant que leader de la « 6ème génération » (né en 1960) et chef de file de la « nouvelle armée du Zhejiang », (la base d'influence de Xi Jinping), **Chen Min'er** aurait pu être le prochain n°1 du pays en 2022, devenir le *Medvedev* chinois et exercer le pouvoir pour le compte de **Xi Jinping**. Chen se retrouvait au coude-à-coude avec **Hu Chunhua**, protégé de Hu Jintao, lui aussi ex-candidat au pouvoir suprême.

Mais surprise, au 19ème Congrès de novembre 2017, ni Chen ni Hu n'était

promu au Comité Permanent, et ne pouvait être désigné comme successeur de Xi. Et en février, on comprenait pourquoi : Xi Jinping avait choisi de se succéder à lui-même...

Les liens entre Chen Min'er et Xi Jinping remontent aux années 2000 quand Chen était rédacteur en chef au **Zhejiang Daily** où Xi, Secrétaire provincial, publiait ses chroniques sous le pseudo de « *Zhexin* ». Ce fut le début d'une amitié durable.

Une fois au pouvoir en 2012, Xi fait nommer Chen au **Guizhou**, province pauvre et dépeuplée (34 millions d'âmes) - une province tremplin par où sont passés l'ancien Président **Hu Jintao** et **Li Zhanshu**, l'actuel n°3 du Parti. Au Guizhou, Chen est vice-secrétaire, gouverneur, puis Secrétaire (2015). Fidèle à Xi, il soutient ses slogans, crée des comités de quartier pour recevoir les plaintes de la base. Il renforce les

coopératives rurales, communautarise les équipements et rend les fermiers actionnaires. Il fait appel aux géants de l'internet pour venir investir sur place dans le [stockage de « big data »](#). Résultat : en 2016, la province atteint le troisième taux de croissance national du PIB, à 10,5%.

Été 2017, après le limogeage de **Sun Zhengcai**, dauphin de Jiang Zemin et son rival pour la succession de Xi, Chen hérite de son poste de Secrétaire du Parti à **Chongqing**, position qui va de paire avec un siège au Bureau Politique. Immédiatement, Chen joint sa voix au concert de critiques contre Sun.

La position de Chen n'est pas mirobolante, à 1700 km de la capitale, dans ce Chongqing qui sent le soufre et a déjà porté le guignon à ses deux précédents patrons - Bo Xilai et Sun Zhengcai. Autant le dire, l'avenir de Chen Min'er est ouaté dans un halo de brume !

Technologies & Internet : Les « Big Data » au Guizhou : miracle ou mirage ?



Depuis que les « masses de données » (big data) sont classées 'priorité nationale' en Chine depuis 2014-2015, villes et provinces rivalisent pour créer accélérateurs de startup et centres de stockages en « nuage » de données, afin de recevoir les subventions de l'Etat central.

Le Guizhou n'a pas été de reste, sous l'impulsion de [Chen Min'er](#) son Secrétaire provincial de 2015 à 2017. Accompagnant les efforts d'équipement en infrastructures de cette province pauvre, les géants du web ont été invités à venir installer leurs *data centers*, attirés

par des conditions fiscales préférentielles et de l'électricité à bas prix. Montagneux, le Guizhou dispose d'un fort réseau de centrales hydroélectriques et thermiques, et ses vents offrent aux serveurs un refroidissement naturel.

Pour cette province, les « big data » sont la chance de créer des services d'avenir pour relayer les industries traditionnelles (charbon, alcool, tabac). Le 28 février, **Apple** annonçait la mise en service de ses serveurs **iCloud**, installés dans le Guizhou. **China Mobile**, **Telecom** et **Unicom** y ont aussi installé leurs serveurs, suivis des géants « BAT » (**Baidu**, **Alibaba**, **Tencent**) et de **Qualcomm**, l'équipementier américain en semi-conducteurs. D'ici 2020, la province attend 111 centres d'appel et « 700.000 emplois » nouveaux.

Y parviendra-t-elle ? L'obstacle est le faible niveau local de formation en informatique : aucune des 88 universités du Guizhou n'a en ce domaine un renom

particulier. Ainsi le traitement des données stockées a lieu à Pékin ou Shanghai.

Dans ces conditions, le personnel local n'hérite que de missions subalternes d'entretien ou de sécurité. Pour les paysans, le seul impact de cette nouvelle industrie est l'expropriation de leurs terres—la compensation leur permettant alors de partir en ville avec un petit pécule. Ainsi, les retombées sont faibles, faisant tarder la réalisation d'un « miracle big data ».

Pour Mark Greeven, chercheur à l'Institut National en Gestion de l'Innovation, le défi pour la province consiste à attirer les « cerveaux » de la côte, et faire évoluer ses *data centers* d'une activité de stockage, à celle bien plus rémunératrice de traitement et d'analyse : « *le Guizhou dispose au mieux de deux ans d'avance sur les autres pour ce marché - mais reste à savoir si ses jolis paysages suffiront à inciter les talents à venir, et ce n'est pas gagné !* ».

Société : Les péripéties du Chunjie



Le Nouvel an lunaire s'acheva sur la Fête des lanternes (2 mars), dans l'esprit du signe du **Chien de Terre** : exubérant, anarchique, parfois lunatique, mais toujours bien luné !

La nuit du Chunjie, le **gala de la CCTV** regardé par 800 millions de spectateurs, se distingua en mettant en scène un sketch politiquement incorrect : entourée de figurants africains, une comédienne chinoise grimée en « mama africaine », visage et membres couleur d'ébène, au postérieur postiche, parodiait l'accent, les manières de l'Afrique. Sous prétexte de célébrer les efforts chinois d'aide au développement du continent noir, 100 clichés africains furent mis en scène : singe, zèbres, chameaux, lions, palmiers...L'affaire fit grand bruit, ce qui força le 22 février un porte-parole du gouvernement à remettre les pendules à l'heure : ce sketch mettait à l'honneur l'amitié sino-africaine et « toute tentative pour semer la zizanie entre Chine et Afrique, serait futile » !

Au nom de la pureté de l'air, **pétards et feux d'artifice** furent bannis en 444 villes, et l'interdit fut incroyablement respecté par des centaines de millions de citoyens qui l'an précédent, s'en donnaient encore à cœur joie, prolongeant toute la nuit la lumière et le tintamarre du jour.

Déjà en 1994, année du Chien de Bois, les pétards avaient été bannis pour raisons de sécurité. L'ostracisme avait duré 12 ans, avant d'être levé en 2006 pour le Chien de Feu, suite aux plaintes de la population pour célébrer le règne canin selon les traditions sonores... Et voilà qu'en 2018, ce que le Chien de Bois avait interdit et que le Chien de Feu avait restauré, le Chien de Terre le bannit à nouveau. Et les habitants obtempèrent comme un seul homme—une obéissance

aveugle qui en dit long sur la capacité du régime à se faire entendre.

En effet, l'Etat dispose de 170 millions de **caméras de surveillance** installées à travers le pays, toutes raccordées à un logiciel de reconnaissance faciale. D'ici 2020, il veut porter le nombre à 600 millions - près d'une caméra pour deux habitants ! A l'en croire, d'ici là, il saura identifier n'importe quel citoyen en trois secondes et mettre la main sur les suspects. La mésaventure vient d'arriver à deux repris de justice qui s'étaient aventurés dans un des marchés de Nouvel an à Canton, faisant tranquillement leurs emplettes, confiants en l'anonymat de la foule...

D'autres qui comptaient sur cette même inattention durant la trêve festive pour enfreindre les sanctions de l'ONU à la **Corée du Nord**, en ont aussi été pour leurs frais : à 250km au large de Shanghai, le pétrolier chinois Min Ning De You 078 fut pris sur le fait par un garde-côtes nippon en train de transborder de l'or noir vers le navire Yu Jong 2, battant pavillon du pays du Matin calme. La Chine alors, exprimait sa « *sérieuse inquiétude* » et promet des sanctions « *pour peu que des preuves lui parviennent* ». C'est un fort changement d'attitude, car jusqu'à avant les fêtes, Pékin démentait purement et simplement l'existence d'un tel viol des sanctions par ses ressortissants. Cette fois, la Chine croit en son intérêt à jouer la solidarité internationale, pour éviter un dérapage militaire à sa frontière Nord-Est...

Durant ces congés, la Chine continuait à briser des records : en quelques heures, 230 milliards de messages, 17.500 milliards de *moments* furent partagés sur **WeChat**. Un internaute de Chongqing envoya à lui seul 2723 « **enveloppes rouges** » d'étrennes **virtuelles**, tandis qu'un autre de Nanchang en recevait 3429 ! Mais les brigades anti-corruption du Parti veillaient au grain et avertissaient qu'elles traqueraient « toute enveloppe virtuelle considérée comme suspecte »...

Les **cinémas** eux, engrangèrent 852 millions de \$ de tickets.

Un autre record cependant ne fut pas battu : les **primes** de Nouvel an aux employés baissèrent—miroir de la

morosité économique et des profits d'entreprises en chute libre. Pour ce Chunjie, elle fut de 7278 ¥ en moyenne par salarié, 45% de moins qu'en 2017 (12.821¥).

Faisant mauvaise fortune bon cœur, le citoyen **voyagea** pourtant énormément : 3 milliards de passages en bus, train, et de plus en plus en avion et voiture. Il en résulta d'homériques **embouteillages**—le record fut détenu par Haikou, sur l'île de Hainan : 100.000 passagers à la peine. Autrement dit, 20.000 à 30.000 automobiles furent bloqués à quai 10 à 15 heures, le temps que parviennent à accoster leurs ferries de retour vers le continent, bloqués par le brouillard. A l'étranger, la **Thaïlande, le Japon et Hong Kong** constituaient le top 3 des destinations les plus prisées.

Qui dit voyages en Chine, dit incivilités, de la part de gens d'ordinaire grégaires et n'ayant pas encore intégré le comportement du parfait touriste. Nombreux furent donc ceux à se laisser aller à une conduite loin de l'irréprochable. Sur une autoroute, un conducteur abandonna sa compagne lors d'une dispute—la police le rattrapa, les réconcilia *manu militari* et le força à reprendre sa passagère. Trois autres conducteurs, refusant de se laisser le passage sur une route trop étroite au Sichuan, en vinrent aux mains et se retrouvèrent dans la boue jusqu'au cou !

Les **douanes** de Hong Kong firent diligence, face aux innombrables tentatives de fraude de Chinois rentrant au pays. Elles saisirent pour 6,7 millions de \$ de matériel interdit, en un inventaire qui laisserait pantois Jacques Prévert : espèces protégées vivantes ou mortes (*ivoire, ailerons de requins, petits macaques ou colibris retrouvés pantelants dans les bagages à mains, orchidées*), valeurs non déclarées (*or, pierres précieuses*), cigarettes, alcool, drogues (105 kg) et matériel électronique piraté. Tous ces resquilleurs comptant là encore sur le brouhaha et la foule pour passer à travers les mailles du filet. Quoique fières de leurs prises, les douanes du « rocher » ne se font guère d'illusion sur le fait que leurs prises ne sont que la face visible de l'iceberg : la statistique mondiale évalue la capture douanière à 10% du trafic illicite global.

Petit Peuple : Nanchong (Sichuan) : He Xiaoping, le terrible secret de famille

(3ème partie)



[Résumé : Mère divorcée, He Xiaoping fait tout pour le bonheur de son fils Jinxin. Mais le secret de son acte criminel se fait lourd à porter, car son garçon, elle l'a kidnappé 27 ans plus tôt à Chongqing !](#)

Les choses dérapèrent lors des fiançailles de Jinxin à Nanchong (Sichuan). En effet, la tradition chinoise veut que de clan du mari paie l'essentiel des frais d'installation du couple. Ainsi, une fois acheté à crédit un appartement, Xiaoping ne pouvait plus mettre sur la table les 60.000 ¥, exigés par les parents de la belle—n'en ayant plus que 20.000 ¥ en poche. Sourd aux suppliques du fiancé, le clan de la fille demeura intraitable : Jinxin dut se résoudre à renoncer à cette union.

De cette perte de face, Xiaoping s'en voulut à mort, se jura qu'un tel échec ne se reproduirait plus. Sans égard pour sa fatigue et son âge, elle redoubla d'efforts pour épargner le moindre sou, même sur les vivres et sa garde-robe.

Bon fils, Jinxin prélevait chaque mois 1000 à 2000¥ sur son salaire d'ouvrier en banlieue. Mais sans le lui dire, elle refusait obstinément de les dépenser, préférant les déposer en catimini sur son compte bancaire à lui : « *au moins, se disait-elle, quand la police viendra, elle verra que je n'ai pas failli à mes devoirs de mère* » !

A la même époque, les relations avec Xiaoqiang, l'ex-mari, s'envenimèrent - il n'avait jamais accepté le kidnapping de l'enfant, mais en était devenu malgré lui le complice. Un jour sous la colère, il menaçait d'aller tout débarrer à la police, puis se ravisa. Mais en échange, il avait fixé le prix de son silence à 130.000¥, pas un de moins ! La chance de Xiaoping fut qu'elle était fauchée : elle signa alors une reconnaissance de dette, dont Xiaoqiang, au fond pas un mauvais homme, se

contenta. Après tout, c'était lui qui avait abandonné Xiaoping avec ce garçon et leur fille, et il ne pouvait nier qu'elle se soit acquittée de la tâche d'élever les deux enfants avec un courage et une efficacité admirables. « *Voler ce môme, admit-il plus tard, n'était pas mon idée, mais ensuite, elle a vraiment assuré !* ». Un peu plus tard, il finit par faire amende honorable et déchira la reconnaissance de dette.

En 2014, à 43 ans, Xiaoping sentit grandir sans cesse son remords d'avoir brisé l'existence d'une famille. Elle se mit à fréquenter le temple bouddhiste du quartier, brûlant l'encens par boisseaux, se prosternant et marmonnant aux dieux. A la boutique du temple, elle acheta une statuette de Bouddha, qui trôna désormais sur le lecteur DVD du salon. Tous les jours elle priait, implorant son pardon...

Un jour sans prévenir personne, elle retourna en train à Chongqing, dans le quartier de Jiefangbei où elle avait volé le bambin. Elle chercha le domicile de l'oncle Lin, chez qui elle avait passé sa première nuit en ville, puis partit à la recherche de l'endroit où elle avait pris la fonction éphémère de nourrice. Mais deux décennies avaient suffi à rendre la métropole méconnaissable : elle ne retrouva rien. Les ruelles avaient été retaillées en avenues, les lotissements avaient cédé place à des tours de vingt étages, et l'hôpital voisin, son repère de l'époque, avait déménagé. Xiaoping rentra bredouille.

En juin 2017 par hasard, elle tomba sur une émission TV « *Bébé retourne à la maison* », histoire larmoyante à souhait d'une vieille dame qui recherchait depuis 40 à 50 ans son fils kidnappé. L'effet sur Xiaoping ne se fit pas attendre : en pleurs, elle avoua à ses enfants tout ce passé caché, leur annonça sa décision irrévocable d'aller se dénoncer au commissariat de police. Jinxin, en larmes, l'adjura d'y renoncer—en vain, car elle était déterminée. Cette faute de toute une vie, elle devait en payer le prix. Début juillet 2017, elle se retrouva en salle d'interrogatoire, devant un inspecteur, à confesser son rapt de 26 ans plus tôt.

Quoiqu'endurci par les 100 crapuleries qu'il avait à traiter quotidiennement, l'officier de service ne put s'empêcher d'être touché par l'aveu spontané de Xiaoping que rien n'imposait sinon sa conscience. En accord avec ses supérieurs, il laissa repartir Xiaoping, le temps de « *dispenser les nuages, laisser apparaître le soleil* » (拨云见日, bō yún jiàn rì) - faire toute la lumière sur les faits, avant de faire justice.

Hélas au fil des semaines, l'enquête s'enlisa, le dossier demeurant désespérément vide. Au sommier national des portés disparus, nul cas ne correspondait, sur Chongqing, ni ailleurs. Le quartier de Jiefangbei fut visité, porte-à-porte, par des inspecteurs en quête de témoins—sans résultat. On trouva bien une vieille dame, croyant se souvenir d'un jeune couple avec enfant dans les années '90, la mère infirmière, comme l'alléguait la kidnapeuse... mais aucun souvenir d'une disparition d'enfant ! L'appel à témoins dans la presse fit aussi chou blanc. Même le commissaire de l'époque, à la retraite, assura mordicus qu'un tel cas ne s'était jamais posé en 1992, ni avant, ni après !

En désespoir de cause, on passa les parents et le fils au test ADN—si au moins on pouvait confondre la mère d'affabulation, on pourrait boucler proprement toute l'affaire. Mais non, les biologistes furent formels : Jinxin n'était le fils ni de l'un, ni de l'autre !

Autant le dire, aujourd'hui, le mystère reste entier, le temps ayant englouti toute trace. L'oncle Lin est décédé, et le couple qui employa Xiaoping quelques jours de 1992 demeure introuvable. Mais pourquoi ces parents si horriblement spoliés n'ont-ils pas porté plainte ? Avaient-ils aussi quelque chose à se reprocher ? Tout le monde reste déçu, perplexe, à commencer par Jinxin, qui prit le large, refaisant sa vie 1500 km plus au sud comme monteur électronique à Canton. Pour autant, quand on l'interroge sur cette affaire, et sur la culpabilité de la voleuse qui devint sa mère, Jinxin n'en démord pas, sur l'obligation de tout effacer : « *ma seule mère, c'est celle qui m'a élevé* ». Au tableau noir de la vie, l'amour lave le crime !

Rendez-vous : Semaine du 5 au 11 mars 2018



5-8 mars, Shanghai : SIOF China, Salon international de l'Optique



7-9 mars, Shanghai : CAC Show, Salon

international et Conférence dédiés à l'agrochimie et aux technologies de protection des récoltes

7-9 mars, Shanghai : FS Show, Salon international dédié aux fertilisants et aux équipements destinés à la fertilisation et l'irrigation en Chine



7-9 mars, Shanghai : IRRIShow, Salon international de l'irrigation en Chine

7-9 mars, Shanghai : SEED Trade Show, Salon international des semences en Chine

9-12 mars, Shanghai : BUILD+DÉCOR, Salon international des matériaux de construction et de décoration

10-12 mars, Canton : SINO-PACK, PACKINNO, Salon international de l'emballage et des matériaux pour l'emballage

10-12 mars, Canton : Printing South China, Salon international des industries de l'imprimerie

10-12 mars, Canton : Sino PRINT, Sino LABEL, Salon international de l'imprimerie